



CHILI



D 2261 • C113
1-15 décembre 1998

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

*Dictature
Régime autoritaire
Néolibéralisme
Répression
Corruption
Démocratisation*

LE RÉGIME AUTORITAIRE ET SA RÉVOLUTION LIBÉRALE

L'arrestation du général Pinochet est une grande victoire pour les droits de l'homme ainsi qu'un immense soulagement pour ceux qui ont été les victimes de son régime dictatorial. Ceux qui continuent toujours de le soutenir ne manquent pas de se réclamer du développement économique dont il a jeté des bases et du recours à la démocratie qu'il a négocié. Qu'en est-il exactement ? Il est

essentiel de faire aujourd'hui le point sur les rapports qui ont existé entre le régime autoritaire et l'instauration d'une révolution économique libérale. Il convient également de poursuivre l'analyse pour voir quelles sont exactement les forces qui ont conduit le Chili à un retour de la démocratie. Article de Carlos Huneeus paru dans Mensaje, novembre 1998 (Chili).

Le temps favorise l'oubli et permet de reconstruire l'histoire. Certains secteurs conservateurs s'efforcent de justifier le régime du général Pinochet en faisant valoir qu'il a créé les bases du développement économique qui serait à l'origine de la démocratie que nous connaissons aujourd'hui. Le succès économique aurait été "une révolution libérale" qui a permis la démocratisation, objectif constant du régime.

L'autoritarisme a-t-il voulu la démocratie ou une autre forme de gouvernement ? Quelles sont les caractéristiques de la modernisation économique dans un contexte autoritaire ? Le régime autoritaire fut ce que Von Beyme appelle une "dictature moder-

nistratrice", comme celle du général Franco en Espagne et de Guillaume dans l'Allemagne impériale (1870-1918). Chacune de ces dictatures, à des époques et dans des contextes nationaux et internationaux différents, a produit de profondes modifications dans la structure économique, sociale et culturelle du pays, dont l'impact s'est fait sentir dans la culture politique et les rapports de pouvoir de la démocratie de ces pays.

"Démocratie protégée"

Le régime militaire a répété qu'il voulait établir un système politique distinct de la démocratie libérale, déqualifiée pour sa "faiblesse" devant le

marxisme. Le général Gustavo Leigh, qui commanda le bombardement du Palais de La Moneda et appela à éradiquer le cancer marxiste, a manifesté son désir d'un retour à la démocratie après que Pinochet eût consolidé son pouvoir par "le référendum" du 4 janvier 1978.

Depuis la Déclaration de principes de la Junta, en 1974, suivie par le discours de Chacarillas de 1977 et la Constitution de 1980, le régime a déclaré qu'il imposerait une *démocratie protégée*. Il aurait triomphé si le oui l'avait emporté le 5 octobre 1988, et l'ordre politique serait une démocratie restreinte, avec un pluralisme limité et un co-gouvernement militaire, qui

SOMMAIRE

> **CHILI** : Le régime autoritaire et sa révolution libérale (1-4)

> **NICARAGUA** : Des écoles pour les sumu-mayangna (7-8)

> **Amérique du Sud** : Le vent de la paix a soufflé entre l'Équateur et le Pérou (5-6)

> **BRÉSIL** : A propos du travail esclave : le scandale de l'expropriation de la fazenda "Fleur de la forêt" (9-10)

aurait eu une présence dominante au Sénat (9 sénateurs désignés à côté de 24 élus) et au Conseil de sécurité nationale. Cela aurait été un dinosaure politique dans un monde sans régimes communistes pour justifier ses excentricités institutionnelles et sans régimes militaires en Amérique latine avec lesquels cultiver des relations diplomatiques et légitimer ses mesures de protection de la "démocratie". Même l'apartheid en Afrique du Sud allait s'achever.

S'il existe aujourd'hui une démocratie, c'est parce que l'opposition démocratique a infligé une défaite au général Pinochet et il accepta de réformer la Constitution en 1989 de peur que cette opposition ne la "mette en pièces". Un bon accord, avec 54 modifications à la Charte fondamentale, était préférable à un futur incertain. Ce fut cette considération de *realpolitik* qui amena Pinochet et les ex-"durs" à effectuer un retournement complet et à opter pour une démocratie, le seul ordre politique viable dans un monde dominé par la "troisième vague des démocratisations". (...)

Cela ne veut pas dire que les militaires et les civils qui les ont accompagnés aient cherché à ce que les premiers s'éternisent au pouvoir. Ils s'accordaient pour que celui-ci revienne aux civils dans un futur lointain, quand "tout serait bien verouillé" pour que l'ordre politique nouveau soit pris en charge par la même coalition.

Le "corporatisme" fut l'acteur politique qui travailla pour qu'il y ait un parti dominant au moment des premières élections parlementaires et présidentielles à la fin des années 90. Depuis le Secrétariat à la jeunesse et le Front des jeunes de l'unité nationale, sa création, Odeplan, les municipalités et les ministères recrutèrent des milliers de professionnels et de jeunes, qui devraient être les futurs dirigeants de ce parti, mobilisant la jeunesse. Ainsi, il gagnerait la présidence, contrôlerait le parlement avec les sénateurs institutionnels et tolérerait le co-gouvernement avec les militaires.

La Constitution de 1980 s'est transformée en boomerang en posant une limite de temps au mandat présidentiel et en établissant une procédure pour renouveler l'autorité de Pinochet : un

plébiscite, sous la forme d'une élection sans concurrents à la Présidence de la République. Celui-ci ne put renouveler ses triomphes électoraux antérieurs : le référendum de 1978 et le plébiscite constitutionnel du 11 septembre 1980.

Pour justifier ce nouvel ordre politique de démocratie protégée, on a utilisé une stratégie de légitimation mixte : une de type légal, en préparant une nouvelle Constitution, et une stratégie du rendement, sous la forme d'un programme économique néolibéral. Le changement économique n'a pas été politiquement neutre, il a eu pour but de consolider cet ordre politique. L'économie serait en plein développement et les Chiliens profiteraient de ses fruits quand on inaugurerait la *démocratie protégée* par des élections présidentielles, c'est-à-dire à la fin des années 90.



Le néolibéralisme, une pensée totalisante

Le néolibéralisme a été une composante centrale de l'ordre politique car, comme le dit Dahrendorf, c'est une cosmovision semblable au marxisme : il veut tout embrasser à partir de l'économie. La politique a été soumise aux règles du marché ; le citoyen, réduit au statut de consommateur, guidé par les apparences et les prix, voit les institutions politiques comme des organisations économiques mues par l'"efficacité". Le programme économique fut néolibéral non seulement à cause de sa

foi aveugle dans les lois du marché et de son refus de l'État - comparable au refus du courant anarchiste - mais aussi parce qu'il est un ensemble totalisant de politiques qui ont été appliquées à la culture (éducation supérieure), aux groupes d'intérêts (groupes professionnels), à l'urbanisme (pas de règles pour le sol urbain) et, tout particulièrement, à la politique.

Les partisans de la thèse de "la révolution libérale" laissent entendre que le contexte politique dans lequel se fait la transformation économique est indifférent parce que le marché est politiquement neutre et que les responsables économiques appliquaient des mesures "techniques". Sur le papier les recettes peuvent apparaître les mêmes, mais dans la réalité elles sont très différentes. Nous avons dit que les réformes économiques visaient à aider la consolidation de la *démocratie protégée* et marchaient au coude à coude avec les autres politiques du régime car celui-ci était un "État dual" caractérisé par la coexistence de deux rationalités très différentes qui représentaient les deux faces d'une même monnaie.

D'un côté, il y avait la *rationalité économique* qui impulsait les réformes, privilégiait l'efficacité, le profit des entreprises et la liberté économique. Ces principales figures ont été Sergio de Castro et Hernán Büchi et leurs résultats, les bons indicateurs économiques de la croissance, les exportations et les milliers d'entrepreneurs, les dizaines d'entreprises qui ont investi dans les pays d'Amérique latine.

D'autre part, il y avait une *rationalité coercitive* qui supprima la liberté politique, transforma les droits humains en biens subordonnés aux intérêts politiques, justifia l'emploi de la répression qui eut des coûts humains très élevés et dont l'expression institutionnelle fut la Direction du service de renseignement national de l'armée (DINA) du général Contreras. Elle a pour témoins les morts, les disparus, l'assassinat du général Prats et de son épouse, celui de Orlando Letelier, etc. Fait également partie de cette rationalité coercitive l'architecture juridique qui a été respectée par le même pouvoir judiciaire qui, pendant le gouver-

nement de Allende, protestait contre les atteintes portées à l'état de droit. Les réformes économiques avaient des fondements et des objectifs politiques. Le plan concernant la législation du travail n'a pas été seulement une politique technocratique destinée à flexibiliser le marché du travail mais aussi une mesure pour affaiblir institutionnellement le mouvement syndical et mettre les travailleurs dans une position inférieure dans l'entreprise. La Centrale nationale de renseignement (CNI), qui a succédé à la DINA, fut chargée de poursuivre les dirigeants syndicaux et a assassiné le dirigeant de l'ANEF [syndicat de fonctionnaires d'État], Tucapel Jiménez, au début de 1982 au moment où celui-ci parvenait à faire l'unité du mouvement syndical. C'est tomber dans la facilité que d'expliquer les succès économiques en dehors du contexte politique et d'ignorer les excès de la DINA, de les attribuer au général Contreras ou au fait que le Chili était "en guerre". Il est important de prendre en compte le contexte politique parce que, entre autres choses, il a permis au néolibéralisme de surmonter la crise de 1982-1983 grâce à une coercition très dure exercée par les troupes de l'armée et les carabiniers.

Le contexte politique est également très important parce que les décisions se prennent de manière différente en régime autoritaire et en démocratie. Dans le premier cas, l'autorité centralisée et le pouvoir diminuent la place des considérations éthiques alors que sont effacées les séparations entre les intérêts publics et privés. Les principaux bénéficiaires sont ceux qui collaborent avec l'autorité. Il n'y a pas d'égalité pour tous dans un marché qui est fortement dirigé par l'autorité économique. En démocratie, au contraire, il y a des exigences éthiques fortes car les entrepreneurs exigent qu'il y ait égalité des chances et n'acceptent pas les privilèges, le recours aux tribunaux étant possible pour empêcher les abus ou les excès.

Privatisations insolites

Les différences éthiques expliquent les différences profondes entre les privatisations faites par les "Chicago boys" et

celles impulsées par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et par Domingo Cavallo en Argentine, pour donner quelques exemples. Au Chili, les hauts responsables purent acheter des paquets d'actions des grandes entreprises publiques privatisées dans les années 80, ce qui leur a permis de maintenir leur contrôle ou de rester associés, jouissant d'une place solide avec les entrepreneurs étrangers. En Grande-Bretagne, ceux qui vendaient les entreprises ne pouvaient pas acheter une quantité significative d'actions et aucun des hauts fonctionnaires n'est aujourd'hui entrepreneur-propriétaire de ces entreprises comme cela arrive au Chili pour plusieurs d'entre elles.



Le général Pinochet

Les privatisations de Cavallo dans le secteur électrique en Argentine ne se sont pas faites avec l'arbitraire néolibéral chilien, car le grand maître-d'oeuvre, Carlos Bastos, n'est pas actionnaire de ses entreprises. Qu'aurait dit l'opposition actuelle si ceux qui ont vendu Lan, Delnor, Colbún avaient pu rester propriétaires de ces entreprises ? Lorsqu'on met les privatisations chiliennes au même niveau que celles réalisées dans les démocraties latino-américaines, on les recouvre du manteau de l'impunité éthique. Au Chili il y a eu des fautes éthiques très graves et des atteintes portées aux lois qui constituent un des principaux péchés du néolibéralisme. Il y eut également de sérieuses fautes éthiques dans les privatisations du point de vue de la "diffusion de la propriété" et du "capitalisme populaire". Ceci s'est particulièrement produit

avec les Associations de promotion populaire (AFP) lorsque l'on a ouvert le marché des actions pour promouvoir les privatisations des entreprises de Corfo. Ceci s'est fait sans établir de régulation correcte dans l'usage de l'information privilégiée, ce qui a permis à des personnes d'en tirer avantage économiquement, sachant quelles actions seraient achetées par les AFP. Ces composantes de corruption ont entraîné de mauvaises habitudes chez certains entrepreneurs qui continuent à employer les mêmes procédés en démocratie. Le "cas Enersis" s'explique ainsi. Il a commencé lorsque José Yuraszek, haut fonctionnaire de Odeplan, fut envoyé pour privatiser Chilectra. Après il contrôla Endessa, achetant même le générateur Pehuenche qui avait été séparé de Endessa par le plan de privatisation mis au point par la Commission nationale d'énergie. Celle-ci voulait diviser cette entreprise afin de faciliter sa vente, éviter l'existence d'une firme puissante, afin que la concurrence puisse avoir lieu dans le domaine énergétique.

Irrationalité coercitive

Les nouveaux régimes politiques ont acquis leur *Gestalt* au cours de leurs premiers mois de vie et ils ne peuvent pas s'en libérer plus tard. C'est ce qui est arrivé au cours de la Seconde République en Espagne (1931-1936) avec les incendies d'Églises et la violence contre le clergé ; c'est ce qui est arrivé lors de la République de Weimar (1918-1933) avec l'approbation du traité de Versailles et la répression de la rébellion communiste en 1918-1919. C'est aussi ce qui s'est passé avec le régime militaire chilien.

Le bombardement de La Moneda annonçait au pays qu'il était en guerre et qu'il n'y aurait pas de limite pour que la victoire soit atteinte. La "caravane de la mort" a commencé en octobre 1973 avec 62 assassinats et a inauguré la spirale de la terreur qui sera poursuivie et approfondie par la DINA. Il y eut également la détention des ministres du gouvernement d'Allende et leur incarcération dans un camp de concentration gardé par la marine, les milliers de détenus au

Stade national, l'assassinat du général Prats et de son épouse à Buenos Aires en septembre 1974, etc.

Que se serait-il passé si l'Église catholique sous la direction du cardinal-archevêque de Santiago, Raúl Silva Enríquez, accompagné par l'immense majorité de la Conférence épiscopale, n'était pas devenu le ferme défenseur des persécutés ? Que serait devenu le Chili sans le Comité Pro-Paz et le Vicariat de la solidarité ? Le passage à la démocratie se serait-il accéléré comme on l'a dit lorsqu'on a ordonné la fermeture du premier, ou l'impunité aurait-elle été plus grande ?

Il est difficile de comprendre la spirale de la terreur qui s'est répandue dans le pays du fait des nouveaux gouvernants, alors que n'existaient pas les conditions d'une guerre : il n'y avait pas de division entre les militaires, il n'existait pas de terrorisme organisé, comme celui des Montoneros en Argentine qui attaquaient les régiments. Les forces armées chiliennes n'étaient pas faibles institutionnellement au point de devoir agir avec précipitation ou par peur des groupes paramilitaires. La meilleure démonstration en est que les militaires ont contrôlé le pays en quelques heures. La ville de Concepcion, où l'extrême gauche avait une bonne organisation et avait dépassé les partis de l'Union populaire, avait été contrôlée avant 9 heures du matin le 11 septembre 1973 ; Valparaíso l'a été pendant la journée, de même que Santiago.

Les militaires ne vivaient pas dans une autre galaxie au point d'ignorer ce qui s'était passé et ce qu'ils avaient à faire. Et ils ont accentué leurs observations à partir des années 60. Leurs plans conjoncturels leur ont permis d'adopter leurs réponses opérationnelles aux nouvelles conditions politiques, économiques et sociales. Le président Allende, prenant une de ses pires décisions, a intégré les militaires au cabinet après la grève d'octobre 1972, leur donnant un accès au pouvoir qui renforcera les intentions putschistes de certains. La loi du contrôle des armes de 1972 les a obligés à mener à bien de nombreuses interventions et perquisitions qui leur fournissaient une information sur la soi-disant course aux

armements des militants de l'Unité populaire. C'est ainsi qu'ils acquièrent une bonne expérience pour contrôler les usines, les quartiers populaires et les universités, ce qui leur fut d'une grande utilité le 11 septembre.

Vers un nouveau consensus néolibéral ?

Une fois disparues les composantes les plus dures de l'autoritarisme, il semble qu'il existe un consensus "libéral" entre ses partisans et quelques-uns de ses opposants, sur la base d'un contenu minimum : sanctifier le modèle néolibéral, en idéalisant le marché et les chefs d'entreprises, sataniser les partis qui ont appartenu à l'Unité populaire et dont le souvenir ombreux est encore latent, ignorer le Parti démocrate chrétien et la pensée chrétienne, considérés comme quelque chose du passé, critiquer les politiques et les partis et, pour finir, refuser les accusations d'atteintes portées aux droits de l'homme en les expliquant par la personnalité de Contreras.

En utilisant les critères de ceux qui sanctifient la modernisation économique de l'autoritarisme, les Allemands devraient revendiquer le régime de Hitler pour avoir fait une "révolution sociale" qui, entre autres choses, a détruit l'oligarchie - pour être ministre, haut fonctionnaire de la bureaucratie ou dirigeant du parti nazi, il n'était pas nécessaire d'appartenir à l'aristocratie -, pour la construction d'autoroutes qui signifia une modernisation valable de l'infrastructure bien que l'objectif visé était le déplacement des troupes, etc.

Les partisans de la "révolution libérale" et certains secteurs qui ont été opposés au régime de Pinochet se retrouvent dans un certain anticléricalisme traditionnel dans la droite chilienne, dû à la promotion de la doctrine sociale que l'Église catholique a développé depuis les années vingt. Depuis la fin de l'autoritarisme on dit que l'Église catholique est conservatrice et on agite quelques questions qu'elle ne peut pas considérer avec complaisance.

On peut contester publiquement les déclarations de quelques évêques et militaires, mais on ne peut pas faire la

même chose à l'égard des comportements ou des déclarations de certains chefs d'entreprise ou dirigeants des groupes de pression. La tolérance sur ces questions est quasi nulle.

La position des évêques dans la défense des droits de l'homme n'a jamais été unanime, mais ceux qui pouvaient être moins véhéments en ce domaine n'ont pas toléré un régime qui idolâtrait le marché et la société de consommation. Ils ne pouvaient pas accepter un modèle où la liberté du marché n'avait pas de limite, y compris en ce qui concerne la pornographie lors de l'"explosion" qui eut lieu à l'époque dorée du néolibéralisme, en 1977.

Le régime autoritaire nous accompagnera pendant longtemps et il faudra maintenir une grande fidélité à la vérité pour ne pas oublier ce qui s'est produit là. Il est facile de ne pas discerner la configuration du terrain lorsqu'on voit le paysage d'en haut, lorsque l'observateur se situe à un très haut niveau de généralisation, par exemple "la modernisation". Vu de loin, tout est plat et homogène, on ne peut distinguer les collines et les rivières. La réalité est différente lorsqu'on la regarde de près : le relief avec toutes ses particularités apparaît. L'observateur doit aller au-delà de quelques indicateurs économiques de l'autoritarisme et examiner les actes, lire les déclarations publiques et les discours, revoir la documentation officielle qui reste et rencontrer certains acteurs pour comprendre ce qu'on a voulu faire.

Pendant cette longue période d'autoritarisme s'est produit l'essor de notre économie, mais ceci s'est fait au cours d'années de grande violence, avec des coûts humains très élevés et d'énormes injustices. Son héritage est moins glorieux que ce que pensent les adhérents de la "révolution libérale" et surtout en ce qui concerne la démocratie et la liberté que nous avons aujourd'hui avec les limites connues. Démocratie et liberté ont été possibles grâce à l'effort de ceux qui ont empêché que s'installe la *démocratie protégée*.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.